



AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Réponse à J. Valarché

Denis R. Bergmann

Citer ce document / Cite this document :

R. Bergmann Denis. Réponse à J. Valarché. In: Économie rurale. N°146, 1981. pp. 61-62;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1981.4424>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1981_num_146_1_4424

Fichier pdf généré le 23/09/2021

DEBATS ET CONTROVERSES

A PROPOS D'UNE HYPOTHESE DE DENIS BERGMANN

J. VALARCHÉ

M. Denis Bergmann a publié un article sur «La politique agricole commune» (1) aussi remarquable par la netteté des conclusions que par la finesse de l'analyse. La démonstration repose sur trois hypothèses indiquées dès le départ. La troisième s'énonce ainsi : «Sur les grands marchés mondiaux des produits agricoles, les prix agricoles seront, au cours des vingt prochaines années, plutôt orientés vers la hausse». Le texte renvoie à une note où l'on peut lire : «... thèse fondée sur des considérations de croissance démographique, d'échec de nombreuses politiques agricoles (en particulier dans les pays socialistes), d'accroissement des revenus de millions de nouveaux consommateurs sortant, malgré tout, peu à peu, de la pauvreté de masse».

L'hypothèse de hausse à venir des prix réels me paraît peu plausible, quelle que soit l'approche adoptée pour le raisonnement.

Raisonnons d'abord sur le rapport offre-demande. Est-ce que les perspectives de la demande des principaux produits agricoles autorisent à prévoir une pression à la hausse de leur prix ? Il est vrai que la population du monde augmente vite. Mais nous savons bien que c'est le pouvoir d'achat qui compte et non pas le besoin. La population augmente dans le Tiers-Monde presque uniquement. Est-ce que cela fait des demandeurs pour les produits agricoles venant du monde développé ? Dans certains cas, oui. Par exemple le Nigéria achète des céréales en Europe et en Amérique. Mais dans la plupart des cas, ou bien la population devenue plus nombreuse se nourrit par elle-même (Inde) ou bien la population nouvelle est affamée. Peut-on compter sur l'aide alimentaire pour soutenir la demande ? Cette aide existe, mais elle est peu considérable (15 millions de dollars pour le milliard de Chinois !) et le plus souvent mal considérée. Donc il est improbable que la demande venant du Tiers-Monde soutienne les prix de nos produits agricoles. Quant aux demandeurs de nos pays industriels, ils continueront à «plafonner» leur demande de nourriture, à la fois parce qu'ils sont déjà bien suffisamment nourris et parce qu'ils ont de meilleures occasions de dépenser.

Les perspectives de l'offre ne me paraissent pas telles qu'on puisse en attendre une hausse des prix. Dans nos pays le progrès technique est permanent et quasi-automatique. Donc la produc-

tivité du travail est meilleure chaque année et la quantité offerte grandit (on l'admettait en France il y a peu) de 3 % par an. Denis Bergmann invoque l'échec de nombreuses politiques agricoles, en particulier en pays socialiste, pour appuyer son hypothèse. Il me semble que l'agriculture mondiale dépend plus des pays capitalistes que des pays socialistes. Pratiquement, c'est le choix des agriculteurs américains qui commande le marché céréalier mondial. Mettront-ils en exploitation toutes les terres dont ils disposent ?

En mentionnant les prix «réels», D. Bergmann renvoie la considération des coûts de production, autre déterminant les prix.

Il existe en effet une raison pour que les produits agricoles coûtent plus en termes réels : les «inputs» sont plus coûteux depuis que le pétrole a renchéri. Mais quelle est la portée de ce renchérissement ? D'autres raisons poussent en même temps à la baisse des coûts. Le progrès biologique fait que nous trouvons des plantes et des animaux qui exigent moins d'input pour leur croissance. Le fourrage nécessaire à la production d'un kilo de viande (volaille, porc) est moins abondant et moins coûteux qu'autrefois. Supposons même qu'au total le coût des produits agricoles augmente. Est-ce que cela suffit pour que leurs vendeurs imposent de nouveaux prix plus élevés ? Certainement pas. Il faudrait que les vendeurs soient capables de s'organiser pour imposer de nouveaux prix.

En définitive, D. Bergmann me paraît avoir sous-estimé la fragmentation de notre monde. En matière agricole comme ailleurs, nous ne pouvons pas raisonner comme si le monde formait une unité économique. Les choses se passent par zone, si bien qu'on peut connaître à la fois des déficits dans telle zone et des excédents dans telle autre. Là où il y a excédent les vendeurs de produits agricoles sont perdants, même si dans telle autre zone il y a déficit.

Une autre question serait de savoir si, en admettant la fragilité de la troisième hypothèse, les conclusions de Bergmann seraient elles-mêmes contestables.

Réponse

M. Jean Valarché est tout à fait en droit de suggérer que l'une des hypothèses de base de mon article du numéro 143 - la hausse des prix réels sur les grands marchés - est «peu plausible». J'avais moi-même indiqué, dans la note qu'il cite, qu'il «faudrait un volume pour étayer cette thèse». Ce n'était pas le sujet de mon travail et j'ai donc pris le parti de renoncer à fournir une démonstration en m'abritant sous le parapluie de l'hypothèse.

Comme a dit un humoriste, prévoir est bien difficile, surtout à propos de l'avenir. Je ne puis que fournir quelques arguments fragmentaires pour essayer de justifier mes impressions. Il ne saurait être question d'épuiser le débat.

D'accord pour l'idée de fragmentation du monde. L'essentiel de ce qui est mangé ne donnera pas lieu à commerce lointain. Mais le volume des échanges agro-alimentaires mondiaux est en croissance. (D'après le GATT, les exportations mondiales de produits agricoles seraient en valeur dollar à l'indice 216 en 1979 sur la base 100 en 1973).

Ceci provient pour partie de ce que j'ai appelé, il y a longtemps déjà, les «nouveaux Japans». De nombreux pays sont en train de réussir une certaine industrialisation avec augmentation des revenus d'une couche de la population au moins, couche dont les effectifs croissent. En même temps, il y a, dans ces pays, échec

1. BERGMANN D., La politique agricole commune. Crise et remèdes. Economie Rurale, 143, 1981 (3), pp. 5-13.

agricole plus ou moins marqué. (Exemples : Mexique, Nigéria, Algérie, Vénézuéla, Egypte...).

Pour la portion, plus ou moins notable, de la population de ces pays qui reste à très faible pouvoir d'achat, de nombreux gouvernements se sentent l'obligation de mettre en place des politiques alimentaires reposant, pour une part, sur des importations. Ceci est une condition de leur maintien au pouvoir. C'est ainsi que l'on peut expliquer les importations croissantes de l'URSS.

En face de cette demande (solvable, hors aide alimentaire) croissante, les rendements à l'hectare des pays sous-développés augmentent lentement et il ne reste presque plus de terres susceptibles d'être mises en culture. En ce qui concerne les pays développés, je crois que les Etats-Unis ne peuvent pas tout faire. (Voir mes remarques dans le précédent numéro d'Economie Rurale).

Si la demande solvable augmente et que l'offre croît lentement, il devrait y avoir hausse des prix réels. Ceci n'est pas une démonstration, je le reconnais.

Les organismes spécialisés dans l'étude, avec d'énormes moyens, des perspectives agro-économiques mondiales, me semblent, depuis quelques années, pencher plutôt vers la thèse de prix réels orientés à la hausse sur les marchés mondiaux (OCDE, USDA, FAO). Mais, bien entendu, l'unanimité ne règne pas dans ces organismes. Pour cette raison, je ne cite personne car il serait possible de trouver des citations en sens contraire. Il s'agit d'impressions sur un renversement de majorité parmi les experts.

Dernier argument : M. Antoine Riboud de BSN a vendu les affaires de verre plat de sa société pour la concentrer sur l'agro-alimentaire. Je pense que cette décision reposait sur une prévision...

Denis Bergmann

LA REPRESENTATIVITE DU RICA :

L'article de J. M. BOUSSARD et I. FOULHOUZE sur la représentativité du Réseau d'Information Comptable Agricole (RICA), publié dans le numéro 147 de la revue (mai-juin 1980) avait suscité de la part du Secrétariat permanent du Comité de Direction du RICA, des objections exprimées par MM. M. PETRY et P. RIMKINE (numéro 139, pp. 66-67).

La réponse que J.M. Boussard et I. Foulhouze envisageaient d'apporter à MM. Pétry et Rimkine dans le numéro 139 ou le numéro 140 (novembre-décembre 1980) s'est égarée et n'est jamais parvenue à la Rédaction.

Malgré un délai regrettable, il semble toujours aussi nécessaire de publier la mise au point des auteurs.

REPOSE DES AUTEURS

Plusieurs des critiques que nous adressent M. M. Pétry et Rimkine sont examinées dans notre article. Nous avons rendu hommage aux travaux de M. M. Morel et Vennat. Nous avons signalé les difficultés liées au fait que les t_i ne sont pas indépendants (et nous avons indiqué comment il eut été possible de tenir compte des liaisons statistiques entre les différents critères si la disponibilité des données individuelles nous avait permis de mesurer ces liaisons).

D'autres critiques sont justifiées mais ne prêtent pas à conséquence. C'est ainsi qu'il est exact que nos t_i , en toute rigueur, suivent plutôt une loi de Student qu'une loi normale. Mais chacun sait que la loi de Student converge rapidement vers une loi de Gauss, pour un nombre d'observations qui est toujours supérieur à la dizaine, de sorte que l'erreur commise n'est sûrement pas considérable.

D'autres, encore, ne sont pas justifiées du tout : Le fait que les W_r soient obtenus par la minimisation d'un critère de choix ne

change rien à la loi de probabilité des résidus - autrement, il faudrait en dire autant des coefficients de régression obtenus par la minimisation du carré des écarts entre prévu et réalisé.

Par ailleurs, la suggestion de pondérer l'importance de chaque critère est intéressante, quoique difficile à appliquer : sur quelles bases choisir les pondérations ? De ce point de vue, il importe de remarquer que l'essence de notre méthode consiste à pondérer les critères par l'inverse de la précision avec laquelle ils sont mesurés : n'est-ce pas un critère de pondération aussi bon qu'un autre ?

De toutes les objections soulevées par nos commentateurs, une seule tient réellement, celle qui porte sur les données. De fait, un certain nombre d'erreurs d'impression se sont glissées dans le tableau de résultats que nous avons publié. D'une manière encore plus grave, la superficie en vigne était erronée dans les données effectivement utilisées dans les calculs. Nous les avons refaits (cf. tableau 1) et cela nous a permis d'abaisser le critère de minimisation à 110 au lieu de 148 - ce qui est de toute façon beaucoup trop pour un chi-deux à 18 degrés de liberté.